

## Comores

Le redressement de l'économie comorienne engagé après une période d'instabilité politique se poursuit lentement grâce aux investissements et aux envois de fonds des expatriés. Le bien fondé des perspectives économiques pour 2011/12 est suspendu aux conditions dans lesquelles s'effectuera le transfert du pouvoir au nouveau président élu en décembre 2010.

La consolidation de la croissance exige la poursuite des réformes structurelles et de l'assainissement des finances publiques, le renforcement de la mobilisation fiscale et l'amélioration de la gouvernance.

La conférence sur le développement et l'investissement aux Comores qui s'est tenue en 2010 au Qatar a donné une nouvelle dimension au partenariat entre les Comores et les pays émergents. Pour tirer profit de ces appuis extérieurs il importe de mettre en place un mécanisme de suivi efficace des engagements de la conférence.

L'Union des Comores est un archipel composé de trois îles (Grande Comore, Anjouan et Mohéli) doté d'une économie peu diversifiée et pauvre en ressources naturelles. Depuis plusieurs années le pays connaît une instabilité politique chronique marquée par des coups d'État à répétition et des velléités sécessionnistes de ses îles. La dégradation du climat politique a contribué à retarder le développement économique et social du pays. L'économie comorienne n'a pas encore récupéré des conséquences de cette période d'instabilité pas plus que de la récession mondiale des dernières années. En 2010, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel a été de 2.1 % contre 1.1 % en 2009. Cette croissance est tirée par les investissements publics, l'affermissement du secteur financier et le dynamisme du secteur de la construction financé par les envois de fonds de la diaspora.

L'effort de mobilisation des ressources budgétaires s'est traduit en 2010 par une hausse des recettes fiscales estimée à 10.6 % du PIB contre 10.4 % en 2009. Les dépenses totales représentent 22.7% du PIB contre 22.1 % en 2009. L'exécution du budget a dégagé un excédent de 4.1 % du PIB en 2010 contre 0.6 % en 2009 grâce à la hausse des dons et des recettes fiscales, ces dernières ayant été favorisées par des mesures nouvelles. La position extérieure des Comores est restée médiocre en 2010, avec une aggravation du déficit du compte courant estimé à 10.2 % du PIB, en dépit du bon niveau des transferts des expatriés. Cette tendance s'explique par la dégradation du compte des services et la faible croissance des exportations comparée à la très forte augmentation des importations de biens de consommation et de production. Le solde du compte des transactions courantes devrait connaître en conséquence un déficit de 12 % du PIB en moyenne en 2011/12.

Le gouvernement du Qatar a accueilli en 2010 une conférence sur le développement et l'investissement aux Comores qui s'est conclu sur des engagements, notamment de la part des pays du Golfe, estimés à plus de 500 millions de dollars (USD). Le Qatar a accordé en particulier un appui budgétaire de 20 millions d'euros (EUR) grâce auquel les arriérés de salaires et de pensions de retraite ont été apurés.

En dépit d'une conjoncture internationale défavorable, les envois de fonds des expatriés, qui constituent l'une des principales sources de financement et de soutien de l'économie des Comores, ont maintenu leur dynamisme en 2010 et ont été facilités par l'ouverture de guichets des postes comoriennes en France.

Grâce au programme de réformes appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC) du Fonds monétaire international (FMI), les Comores ont atteint en juillet 2010 le point de décision, première étape donnant accès à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTe). La réduction de la dette intérimaire consentie à cet effet par les créanciers se traduit par une baisse de la pression sur les finances publiques.

Par rapport à 2009, le climat des affaires n'a pas évolué en 2010 : les Comores occupent toujours la 159<sup>e</sup> place sur 183 pays dans le classement *Doing Business* de la Banque mondiale. La stabilisation de la situation politique et des initiatives destinées à assainir l'environnement des affaires devraient toutefois permettre une amélioration.

Les crédits à l'économie ont connu une croissance modérée. Cette politique prudente est conduite dans le cadre de l'accord de coopération monétaire conclu avec la France. L'année 2010 a été marquée par la hausse de 25 % à 30 % du taux de constitution des réserves obligatoires par la Banque centrale comorienne (BCC) pour parer à l'augmentation de la masse monétaire. Cette décision tendait à éviter une éventuelle poussée inflationniste consécutive aux dons importants octroyés pour apurer les arriérés de salaires.

Les réformes constitutionnelles et l'amélioration du climat politique ont permis de mener à bien en 2010 le processus électoral au terme duquel le vice-président Ikililou Dhooinine a été porté à la présidence. Le transfert du pouvoir par le président Ahmed Sambi devait intervenir au plus tard le 26 mai 2011. Tout autant que des conditions dans lesquelles s'effectuera la transition politique l'évolution de la situation économique en 2011 dépendra des réformes structurelles et des investissements publics et étrangers.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

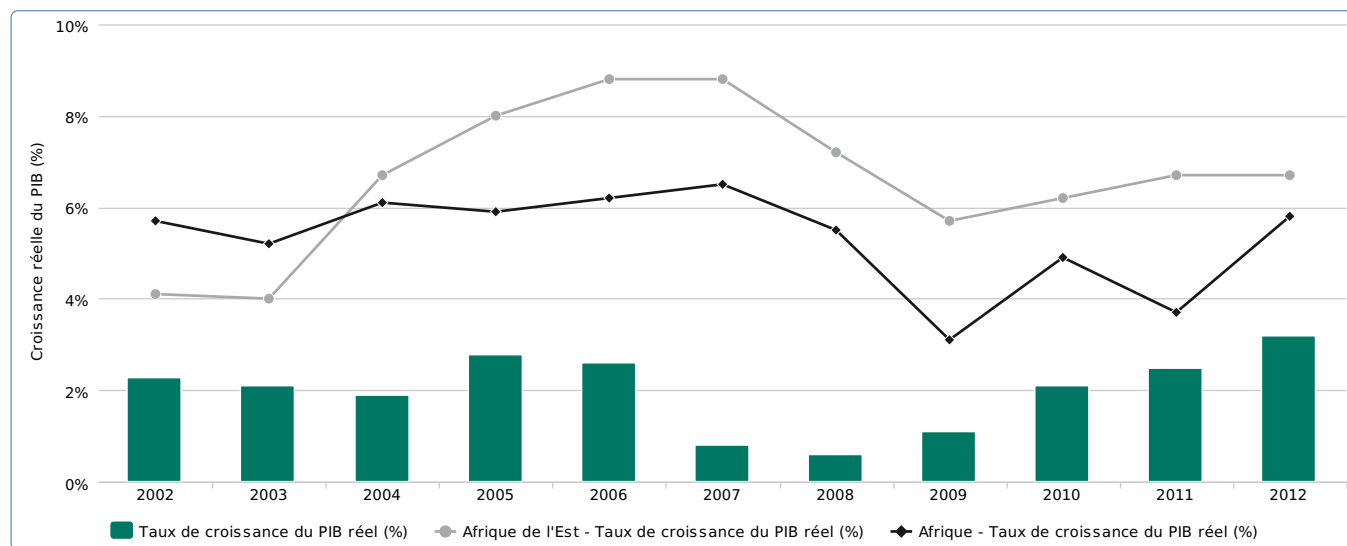
	2009	2010	2011	2012
<b>Taux de croissance du PIB réel</b>	1.1	2.1	2.5	3.2
<b>Inflation IPC</b>	4.8	2.9	3	2.8
<b>Balance budgétaire % PIB</b>	0.6	4.1	-3.1	-3.6
<b>Balance courante % PIB</b>	-7.6	-10.2	-11.7	-12.2

**Source :** Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414155>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (E)



**Source:** Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932411799>